



Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à www.scfp.ca/justice-mondiale.

À L'INTÉRIEUR

MOBILISATION MASSIVE
EN CORÉE DU SUD
P.2

LE SCFP SOLIDAIRE DE
STANDING ROCK

PÉRIODE HOULEUSE EN
TURQUIE
P.3

LE CANADA S'EN
PREND À LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION
P.4

NOUVELLES EN BREF

Le nouveau président américain crée un bouleversement

L'élection du président américain Donald Trump pose un grave problème aux syndicats et aux travailleurs des États-Unis. Le taux de syndicalisation dans ce pays n'était que de 10,7 pour cent en 2016 (34,4 pour cent dans le secteur public, 6,4 pour cent au privé). La majorité des républicains souhaite la disparition pure et simple des syndicats.

« Cela fait longtemps que les républicains et autres politiciens de droite cherchent à pousser les syndicats à la faillite afin d'affaiblir le mouvement syndical et ce, des deux côtés de la frontière, avance le président national du SCFP, Mark Hancock. La majorité républicaine au Congrès semble vouloir profiter de l'élection de Donald Trump pour relancer leur attaque contre les syndicats et les travailleurs américains. »

Un projet de loi républicain, actuellement à l'étude au Congrès, permettrait à un travailleur de démissionner de son syndicat, tout en continuant de profiter des protections de la convention collective.

Cela priverait les syndicats d'une partie des revenus qui financent le recrutement, les campagnes et la négociation.

ALENA et PTP

Le président Trump a signé un décret stipulant que son gouvernement se retirerait des négociations pour le partenariat transpacifique (PTP). L'impact du retrait des États-Unis sur l'accord n'est pas clair. Il semble que les États-Unis vont maintenant plutôt conclure des accords bilatéraux avec chacun des 12 partenaires du PTP afin de renforcer sa position de négociation en vue d'un futur accord commercial du Pacifique.

Il est clair que le PTP menace des dizaines de milliers d'emplois canadiens. Il menace notre système de santé et il fera grimper le prix des médicaments.

De plus, le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il allait rouvrir l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le Canada doit renégocier l'ALÉNA en ayant en tête une stratégie pour créer de bons emplois.



Nous avons besoin d'emplois dans le secteur manufacturier et des services, des emplois avec un salaire décent, un régime de retraite et des avantages sociaux. Nous devons protéger nos infrastructures publiques, ainsi que l'universalité et l'accessibilité des services publics. Ce sont des éléments essentiels à la santé de notre économie.

Le SCFP est le plus grand syndicat au Canada. Nous avons la responsabilité de protéger les droits des travailleurs, les services publics et l'environnement. Nous sommes solidaires des travailleurs et des citoyens des États-Unis et du Mexique. Ensemble, nous nous battons pour obtenir un accord équitable et qui convient à tous. ●

SCFP

Mobilisation massive en Corée du Sud



En 2015, la droite sud-coréenne a mené de vastes réformes au code du travail. Celles-ci ont entraîné de graves attaques contre les droits des syndicats, la liberté de réunion et d'association. La population a réagi en se mobilisant massivement. À l'époque, le SCFP a envoyé des messages de solidarité aux confrères et consœurs là-bas, en plus de condamner les raids menés par le gouvernement sud-coréen dans

plusieurs bureaux syndicaux et les arrestations de dirigeants syndicaux et de travailleurs.

Une grève générale historique dans la fonction publique a suivi en septembre 2016, en protestation contre les réformes de plus en plus sauvages, tout particulièrement l'imposition de la rémunération liée à la productivité. Dans le cadre de la plus vaste mobilisation du secteur public de l'histoire de la Corée du Sud, des dizaines de milliers de travailleurs ont

débrayé le 26 septembre 2016. Le SCFP était sur place, au sein d'une délégation internationale menée par le secrétaire-trésorier national, le confrère Charles Fleury, pour marcher avec les manifestants dans les rues de Séoul.

Celui-ci avait déclaré à cette occasion : « Les attaques du gouvernement sud-coréen contre les syndicats, le secteur public et le droit de manifester sont parfaitement inacceptables. Il est important

que le SCFP soit présent en Corée du Sud pour exprimer la solidarité de ses membres envers les travailleurs du secteur public. Leur lutte pour défendre les services publics et la démocratie mérite tout notre soutien. »

Notre engagement à établir une solidarité internationale avec nos confrères et consœurs sud-coréens est crucial pour contrer les attaques néolibérales dirigées contre les travailleurs. ●

Justice mondiale est publié trois fois l'an pour offrir aux membres et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au scfp.ca/justice-mondiale.

Il est possible de s'abonner à la version courriel de Justice mondiale. Visitez le scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp.

Liste des collaborateurs du numéro Hiver 2017 : Kelti Cameron, Deniz Hekmit, Catherine Louli et Karl Bélanger. Conception graphique: Sarah Walker

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à kcameron@cupe.ca.

SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique

SEPB491



Le SCFP solidaire de Standing Rock



Le SCFP est solidaire des Sioux de Standing Rock et des militants autochtones et alliés qui luttent courageusement pour empêcher la construction du Dakota Access Pipeline (DAPL). Cet oléoduc, s'il est complété, transportera quotidiennement près d'un demi-million de barils de pétrole brut extrait par fracturation hydraulique à travers quatre États, du Dakota du Nord jusqu'en Illinois. Les ressources en

eau, les terres et les lieux de sépulture de la tribu sont ainsi menacés.

Le tracé actuel de l'oléoduc traverse la réserve sioux de Standing Rock, sur le territoire lakota cédé par traité, ce qui démontre un mépris flagrant du droit des Autochtones à protéger leur territoire et leurs ressources. Nous ne pouvons qu'être choqués que les militants autochtones subissent de la violence et de l'intimidation élevées de la part de firmes

de sécurité privées et de forces de l'ordre étatiques à la solde d'une société privée, rappelant des siècles de racisme lors de l'époque du pillage colonial.

Le DAPL renforce notre dépendance aux combustibles fossiles. Il aggrave aussi les changements climatiques, alors que nous devrions nous tourner vers les énergies renouvelables. Nous devons concrétiser notre ambition de créer un système public d'énergies renouvelables

entièrement syndiqué et de créer des emplois écologiquement pérennes qui respectent la planète et ses habitants.

Nous ajoutons notre voix à celles qui exhortent le gouvernement américain à respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à consulter immédiatement la tribu de Standing Rock pour trouver une solution qui ne menacera pas ses habitants, ses sources d'eau et ses terres sacrées. ●

Période houleuse en Turquie

En janvier 2016, plus d'un millier d'universitaires turcs ont apposé leur signature à une déclaration de paix qui enjoint le gouvernement à cesser de

violenter les civils kurdes dans le sud-ouest du pays et à reprendre le processus de paix entamé en 2013.

Après la publication de cette

déclaration, le président Recep Tayyip Erdoğan s'est mis à diffamer ses signataires, les dépeignant comme des sympathisants terroristes ; il a

même déclenché des enquêtes sur eux pour production de propagande terroriste. Malgré ces manœuvres de harcèlement et d'intimidation,

Suite à la page 4

Suite de la page 3

le nombre de signatures a continué d'augmenter, dépassant 2000 à la fin de janvier 2016. Depuis, les signataires font face à des enquêtes criminelles et disciplinaires. On les détient, on les emprisonne, on les congédie ou on les contraint

à démissionner de leur poste; on leur interdit de quitter le pays; on leur retire leur budget de recherche.

Cette persécution s'intensifie depuis la tentative de coup d'État en juillet 2016. Le gouvernement cible les syndiqués

et les universitaires qui le critiquent, afin de retirer de la circulation les conspirateurs derrière le coup d'État. En vertu de l'état d'urgence en cours, on a aussi arrêté des journalistes, des écrivains, des députés et des citoyens ordinaires qui se

sont dits opposés aux politiques du gouvernement.

Le SCFP national s'est joint à la communauté internationale pour exprimer sa solidarité à aux consœurs et confrères turcs. Nous suivons la situation de près. ●

Le Canada s'en prend à la liberté d'expression

Le 1^{er} décembre 2016, Gila Martow, députée conservatrice à l'Assemblée législative de l'Ontario, a présenté la motion n° 36 qui considère la campagne Boycottage, désinvestissement et sanctions (BDS) comme une campagne haineuse.

Boycottage, désinvestissement et sanctions est une campagne mondiale cherchant à exercer des pressions sociales,

économiques et politiques sur Israël, pour que cet État mette fin à l'occupation et à la colonisation des terres palestiniennes, ainsi qu'à l'exploitation violente du peuple et des travailleurs palestiniens.

La motion n° 36, qui a été adoptée 49 votes contre 5, s'inscrit dans la foulée de la signature, en janvier 2016, d'un protocole d'entente entre le gouvernement du Canada

et Israël. Ce protocole affirme que « le ciblage sélectif d'Israël est le nouveau visage de l'antisémitisme »; il engage le Canada à s'opposer à ceux et celles qui soutiennent la campagne Boycottage, désinvestissement et sanctions.

Au moment du débat autour de ce protocole, le SCFP national avait signé une déclaration du Congrès du travail du Canada qui demandait au gouvernement

fédéral de cesser de « tenter de criminaliser la dissidence légitime et non violente. L'emploi de mesures telles que le boycottage, le désinvestissement et les sanctions peut permettre d'accroître la prise de conscience et décourager l'abus des droits de la personne par les gouvernements et ne doit pas être qualifié d'acte criminel ou d'une incitation à la haine à l'égard d'un peuple. » ●



1. Une délégation au Guatemala Le SCFP national se joint à l'Alliance de la Fonction publique du Canada et à Breaking the Silence, un organisme des Maritimes, pour envoyer une délégation au Guatemala en mars. Cette délégation baptisée « L'Éducation en action » travaillera en solidarité avec les producteurs de café syndiqués par le Comité Campesino del Altiplano. Elle soutiendra les efforts des organismes populaires qui tentent d'améliorer les moyens de subsistance des fermiers mayas du Guatemala par l'entremise d'initiatives fondées sur la justice sociale et le commerce équitable.

2. Assemblée nord-américaine de l'ISP Fin février, le président national du SCFP, Mark Hancock, a participé à l'assemblée binationale nord-américaine de l'Internationale des services publics (ISP) à Washington (DC). Avec l'élection récente de Donald Trump, le SCFP a profité de l'occasion pour exprimer sa solidarité aux consœurs et confrères américains et déterminer les moyens les plus efficaces pour soutenir leur riposte face à la multiplication des lois antitruvailleurs. Cette assemblée portait sur les préparatifs du congrès mondial de l'ISP, qui aura lieu à l'automne 2017.

3. Une paix juste aux Philippines Depuis l'élection du président Rodrigo Duterte aux Philippines en 2016, le SCFP national a soutenu plusieurs appels à la justice et à la paix dans ce pays. Nous avons exprimé par écrit notre soutien à la reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement philippin et le Front national démocratique des Philippines. Nous avons réclamé la libération de tous les prisonniers politiques et la fin des exécutions extrajudiciaires en lien avec la soi-disant « lutte contre la drogue ». Une autre ronde de pourparlers est prévue en avril 2017, ce qui constitue un signe encourageant.